



| BILLET DU JOUR |

Par Serge DEGALLAIX, Directeur général de la
Fondation Prospective et Innovation

| LA FAIM DU MONDE |

Le rapport annuel sur la faim dans le monde d'institutions multilatérales de développement (OAA, PAM, FIDA, UNICEF) vient de nous rappeler combien la sous-nutrition demeure un problème de l'humanité. **850 millions de personnes ne mangent pas à leur faim** et 135 millions sont au bord de la famine. Ce phénomène frappe les zones économiquement arriérées de la planète, essentiellement l'Asie et l'Afrique. La Chine a su éradiquer la faim et l'extrême pauvreté, qui en est la mère ou la sœur jumelle. Les pays industrialisés ne la connaissent plus depuis longtemps, sauf durant les guerres et les occupations. Les conflits restent une des principales causes des famines dans le tiers-monde comme l'illustre le rapport.

L'éradication de la sous-nutrition (« famine zéro ») était un des premiers objectifs de développement adoptés en 2015 solennellement par les Chefs d'État aux Nations-Unies. D'ici 2030, en quinze ans, la sous-nutrition devrait disparaître avec son cortège d'enfants amoindris physiquement et intellectuellement, de forces de travail affaiblies, et d'incapacité à se projeter dans l'avenir, à investir.

Cinq ans après, la trajectoire de la faim s'écarte de la course qu'on lui avait tracée. **Au lieu de se réduire, la sous-nutrition augmente.** L'objectif fixé en 2015 s'éloigne et paraît devoir rejoindre le cimetière des engagements aussi vite oubliés que pris.

La crise du COVID-19 aggrave une tendance visible depuis 2014. Elle éloigne des champs les paysans africains ou indiens, réduit les revenus des citadins et amène à réserver les crédits budgétaires à l'urgence médicale. Elle fait craindre que le nombre de personnes menacées par la famine ne double cette année.

Elle fait remonter à la surface les souvenirs des émeutes de la faim de 2007-2008, qui accompagnaient alors une autre pandémie, celle des *sub-primes* qui avaient infecté les circuits financiers et partant l'économie mondiale. Pas (encore ?) d'émeutes de la faim en Afrique, en Asie, aux Caraïbes aujourd'hui mais une situation qui, finalement, est plus insidieuse et plus dangereuse.

La multiplicité des causes du mal ne facilite ni le diagnostic ni les remèdes. 2020 n'est pas 2008, et la situation alimentaire diffère à bien des points de vue mais **ces deux crises alimentaires appellent des solutions à long terme qui font défaut.**

En 2007-2008, l'enfant Jésus (el Niño) n'avait guère été miséricordieux car ce phénomène climatique naturel du Pacifique avait perturbé les cycles agricoles et réduit les productions. En 2020, il ne s'est pas manifesté avec la même vigueur et, en début d'année, les niveaux de productions alimentaires et de stocks étaient satisfaisants à l'échelle mondiale. Ce n'est pas pour autant que la nature est bienveillante comme le montrent les dégâts gigantesques occasionnés par les criquets pèlerins en Afrique de l'Est.

Autre différence avec 2007-2008, la production d'éthanol à partir de maïs a cessé ces derniers mois d'être intéressante avec la chute abyssale du prix du pétrole ;

d'importantes quantités de maïs (plus de 30 % des récoltes américaines) vont sur les marchés de produits alimentaires provoquant la baisse des cours. Ceux du blé et du riz connaissent un sort différent car le marché mondial de ces produits est étroit, de faibles variations ont de fortes répercussions sur les prix. Le Vietnam, l'Inde, la Russie ont décidé de contenir leurs exportations, par crainte de pénuries et d'une augmentation des prix intérieurs. Dans un monde qui se protège, qui pratique la rétention de ses produits médicaux, il est difficile d'être un procureur implacable.

L'Afrique pourrait être durement touchée par ces mesures car elle est devenue **importatrice de produits alimentaires**, riz et blé notamment. Les raisons sont diverses et les responsabilités partagées.

L'urbanisation, le travail des femmes ont modifié les modes de consommation et ont entraîné la consommation accrue de riz, facile à stocker, à cuisiner.

Prenant acte de cette dépendance, les pays africains avaient décidé au lendemain des émeutes de la faim de doubler la production domestique de riz et d'atteindre en 2025 l'autosuffisance. Douze ans après, les résultats ne sont pas au rendez-vous avec des importations qui ont augmenté partout, sauf au Nigéria. Sachant que l'alimentation représente 45% des dépenses courantes d'un ménage africain et que le riz constitue un quart des céréales consommées, l'impact social de hausses des prix peut être ravageur.

Les pays pauvres ne peuvent compter sur les seuls marchés, instables et peu fiables, pour assurer leur alimentation. Les solutions libérales comme celles des Plans d'Ajustement Structurel des Institutions de Bretton Woods ont montré leurs limites et souvent affaibli les écosystèmes ruraux. La priorité politique accordée aux villes au détriment des campagnes s'y est greffée ainsi que les politiques agricoles menées par les pays industrialisés, avec les excédents périodiques qui les accompagnent et qui désavantagent les agricultures africaines ou asiatiques.

La réduction de l'aide au développement dévolue au secteur agricole s'est accentuée au fil des ans, la part de celle-ci dans l'assistance totale est passée de 25% à 7% en trente ans, pour atteindre à peine 10 Milliards de dollars, une fraction infime du soutien apporté par les pays de l'OCDE à leurs économies pour répondre au COVID-19.

Pour lutter contre la faim, il faut s'attaquer à toutes ces causes entremêlées. Beau projet pour une coopération multilatérale renouvelée, qui pourrait ainsi dépasser ses rivalités et mettre en pratique expériences et moyens de chacune des parties prenantes.

Serge DEGALLAIX